**Maitre ……………**

**Avocat au barreau de ………**

**…………adresse………….**

**Madame ou Monsieur la-le Procureur-e de la République**

**Tribunal de Grande Instance de ………………..**

**………..adresse…………..**

A …………, le ……………..

**Objet : Dépôt de plainte contre la société LegalUP Technologies Ltd**

Madame, Monsieur la-le Procureur-e de la République,

Avocat-e inscrit-e au barreau de ……………, je découvre ce jour que le site www.legalup.io propose au grand public des rendez-vous avec moi (joindre le lien du profil).

Je n’ai jamais donné mon accord pour apparaitre dans cette base de données que le site déclare comme lui étant transmise par les différents ordres. De telles pratiques me semblent contraires aux dispositions de l’article 226-4-1 du Code pénal.

De plus, le numéro de téléphone adossé à mon nom n’est pas le mien, mais un numéro surtaxé (+33 8 99 49 05 66) redirigeant le public vers des juristes n’étant pas avocats en contradiction avec les dispositions des articles 66-2 et 72 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971.

Enfin, il indique une notation me concernant ce qui constitue une publicité comparative prohibée par l’article 10.2 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat.

Je dépose donc plainte pour usurpation d’identité, réutilisation non autorisée de fichiers informatiques et exercice illégal de la profession d’avocat et vous laisse le soin de qualifier pénalement ces faits.

Les personnes mises en cause sont identifiables sur le site, à savoir :

- **Arnaud Biju-Duval**, Chief Executive Officer

- **Gilbert Nzeka**, Chief Product Officer

- **LegalUP Technologies Ltd**, c/o GAJ Legal Consulting, 71-75 Shelton Street, Covent Garden, London, WC2H 9JQ

- Une rapide recherche Google renvoie à une adresse en France : Place Jacques Marette, 75015 Paris

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur la-le Procureur-e de la République, en l’expression de mes salutations distinguées.